

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 15 au 22 juin 2018

- Afrique du Sud : Diminution de l'inflation à +4,4 % en g.a en mai
- Afrique du Sud : Augmentation du déficit du compte courant à 4,8 % du PIB au 1^{er} trimestre de 2018
- Afrique du Sud : Maintien de la notation de la dette souveraine par Fitch
- Angola : Plusieurs milliards de Kwanza manquants dans les comptes du Fonds Souverain angolais
- Angola : Les recettes fiscales angolaises liées au pétrole atteignent 900 M USD en mai
- Mozambique : Baisse du taux de politique monétaire à 15,75 % en juin
- Namibie : Le PIB namibien se contracte de 0,1 % en g.a au T1 2018
- Zambie : Introduction de nouvelles mesures d'austérité face au poids de la dette publique
- Zimbabwe : Signature d'un accord de promotion et de protection des investissements avec les Emirats Arabes Unis

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 22 juin	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,6 ZAR	-1,0	-7,2	-4,0	-8,7
Angola	246,4 AOA	-2,2	-5,1	-32,7	-32,7
Botswana	10,3 BWP	-0,2	-3,3	-0,5	-4,7
Mozambique	59,3 MZN	-0,0	+1,9	+1,0	-0,6
Zambie	10,1 ZMW	-0,6	+1,2	-8,4	-0,7

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

Diminution de l'inflation à +4,4 % en g.a en mai (Banque centrale)

Au mois de mai, le taux d'inflation s'est élevé à +4,4 % en g.a, après +4,5 % en avril dernier. La Banque centrale explique cette baisse par une diminution de la croissance des prix des denrées alimentaires, de 3,9 % en avril à 3,4 % le mois dernier. En rythme mensuel, l'inflation a progressé de +0,2 %, principalement en raison de l'augmentation des prix du pétrole (+3,6% g.m en mai). Le consensus de marché attend une hausse de l'inflation sur les prochains mois, notamment en raison de l'augmentation de la TVA et de la dépréciation du rand, mais celle-ci ne devrait pas dépasser la cible de 6 % établie par la Banque centrale.

Augmentation du déficit du compte courant à 4,8 % du PIB au 1^{er} trimestre de 2018 (Banque Centrale)

Au 1^{er} trimestre de 2018, le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 4,8 % du PIB après 2,9 % au trimestre précédent principalement accentué par la dégradation du solde commercial (-24,9 Mds de rand après un excédent de 74 Mds au T4 2017) en raison de la faible performance des exportations. En parallèle, l'excédent du compte financier s'est renforcé et s'élève désormais à 53,2 Mds de rand (contre 50,3 Mds au T4 2017) soit 4,5 % du PIB.

Maintien de la notation de la dette souveraine par Fitch (Fitch)

Le 15 juin, l'agence de notation Fitch a confirmé son évaluation du risque souverain sud-africain, à la fois pour la dette en devises et en rand (BB+ pour les notes de long terme et B pour celles de court terme, soit un cran en-deçà de la catégorie spéculative). La perspective stable associée aux notes de long terme est également maintenue. L'agence continue de pointer du doigt le risque posé par les entreprises publiques et le niveau encore élevé de la dette publique. L'agence a néanmoins révisé ses perspectives de croissance à moyen terme : elles s'établissent désormais à 1,7 % pour 2018 et 2,4 % pour 2019.

Angola

Plusieurs milliards de Kwanza manquants dans les comptes du Fonds Souverain angolais

Le Président de la république a indiqué, en déclaration à Euronews, que l'Angola était « à la chasse des ressources de son Fonds souverain ». Selon João Lourenço, lors de la passation de pouvoir au nouveau conseil d'Administration, l'ancienne direction de José Filomeno Dos Santos (fils de l'ancien président), n'aurait pas présenté un état transparent des 5 Mds d'actifs du fonds angolais. Cette « chasse » aux millions a déjà débouché sur la congélation des comptes de Quantum Global, entreprise de J.C. de Morais qui gérait 3 des 5 milliards du fond. A ceci s'ajoutent les 500 M USD se trouvant en Grande Bretagne et faisant l'objet d'une investigation. Pour rappel, J.C. De Morais et José Filomeno Dos Santos sont actuellement mis en examen pour détournement et blanchiment d'argent provenant du fonds souverain angolais alors qu'ils en étaient respectivement gestionnaire et président, tout comme l'ancien gouverneur de la Banque Nationale d'Angola.

Les recettes fiscales angolaises liées au pétrole atteignent 900 M USD en mai (Autorités)

Les recettes fiscales angolaises liées aux exportations pétrolières ont atteint 900 M USD en mai, ce qui correspond à des niveaux d'avant crise. Ceci a été rendu possible par une augmentation de nombre de barils exportés (+ 3 M à 48,8 M barils) et à une augmentation du prix moyen (de 65,2 à 68,8 USD/b). Les prix actuels du baril sont bien supérieurs aux 50 USD prévus dans le budget de l'Etat. Néanmoins, cela n'engendrera des recettes supplémentaires que si le niveau de production se redresse.

Mozambique

Baisse du taux de politique monétaire à 15,75 % en juin (Banque centrale)

Le 18 juin 2018, la Banque centrale a réduit le taux du marché interbancaire (MIMO) de 75pb, qui s'établit désormais à 15,75 %. C'est le septième ajustement opéré par l'autorité monétaire depuis son introduction en avril 2017 (soit une baisse de 600 pb) et le troisième depuis le début de l'année (diminution de 375 pb). La Banque centrale a également baissé le taux de facilité de dépôt à 12% (soit - 50 pb) et gardé inchangés le taux de facilité de prêt marginal à 18%, les réserves obligatoires en devises à 22% et en monnaie locale à 14%. La baisse du niveau des prix à 3,3 % en mai dernier (alors qu'il s'élevait à 20,5 % à la même période l'an passé) et les perspectives de maintien de l'inflation à un seul chiffre à moyen terme, ont permis de faire cet ajustement.

Namibie

Le PIB namibien se contracte de 0,1 % en g.a au T1 2018 (Namibia Statistics Agency)

Les premiers chiffres du PIB au T1 2018 affichent un nouveau ralentissement de l'activité économique en Namibie : selon Namibia Statistics Agency, le PIB s'est contracté de 0,1 % en g.a contre une baisse de 0,4 % à la même période l'an passé. La reprise observée dans le secteur de la construction (+23,7 % en g.a), du « commerce de gros et de détail » et les meilleures performances dans celui des « transports et communication » ont eu un impact positif sur l'activité namibienne. En revanche, les efforts de consolidation fiscale du gouvernement ont pesé sur la croissance du pays, le secteur de l'administration publique se contractant de 2,9 % en g.a ce trimestre. L'industrie manufacturière ainsi que celles des « hôtels et restaurants » ont aussi connu une baisse au T1 (respectivement -5,3 et -2,1 %) et ont contribué négativement à la croissance.

Creusement du déficit commercial namibien au T1 2018 (Namibia Statistics Agency)

L'économie namibienne affiche un déficit commercial pour le 20^{ème} trimestre consécutif : au T1 2018, il a atteint N\$8 milliards, soit une dégradation de +71% par rapport au T1 2017, où il était de N\$4,9 milliards. Selon l'agence de statistiques namibienne (NSA), la baisse s'explique par une baisse significative des exportations en valeur (N\$18,8 Mds) et une hausse des importations (N\$27,2 Mds). Cette dernière est attribuée à une forte demande de biens étrangers, notamment dans les machinerie et matières premières. La Chine devient pour la première fois la principale destination des exportations namibiennes (N\$3,5 Mds : cuivre en cathodes et minerais), détrônant l'Afrique du Sud (N\$3,4 Mds : diamants, pêche et bétail). Si la première région à l'exportation est l'Union Européenne, près de 50% des importations namibiennes proviennent toujours de ses voisins de la SACU.

Zambie

Introduction de nouvelles mesures d'austérité face au poids de la dette publique (Autorités)

Le niveau de la dette devenant de plus en plus inquiétant en Zambie, la ministre des Finances, Margaret Mwanakatwe, a annoncé que le gouvernement allait adopter de nouvelles mesures d'austérité. Ces dernières devraient concerner les frais de fonctionnement du gouvernement (réduction des dépenses de fonctionnement des fonctionnaires) ainsi que les nouveaux prêts contractés par le pays (suspension des opérations de prêts en cours et des projets ayant un taux d'avancement inférieur à 80%, interdiction d'émission de lettres de crédit et de garanties aux entreprises publiques). Pour rappel, la dette publique s'élevait à 9,3 Mds US\$ en mars dernier, alimentée principalement par les emprunts massifs de capitaux pour financer ses projets d'infrastructures.

Zimbabwe

Signature d'un accord de promotion et de protection des investissements avec les Emirats Arabes Unis (Autorités)

Le 16 juin, lors de la visite de la ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale des EAU au Zimbabwe, les deux pays ont conclu un accord bilatéral de promotion et de protection des investissements, notamment contre la double imposition. L'objectif est de renforcer la coopération entre les deux pays notamment à travers une facilitation du commerce bilatéral.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Mathilde LIMBERGERE

Revues par : Pascal CARRERE